

**Mémoire sur le projet d'agrandissement du lieu
d'enfouissement de Sainte-Sophie**

**Présenté au Bureau des audiences publiques sur
l'environnement (BAPE)**

Par :

**le Comité SOS Déchets
le groupe d'Enviro-Action
(Laurent Lucas, président, et Thérèse Paiement, secrétaire)**

Le 15 janvier 2004

Madame la Présidente et Madame la Commissaire,

La présentation de notre mémoire contre l'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Ste-Sophie (LES Ste-Sophie) se veut un parallèle avec nos propres expériences vécues avec la Régie Intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes (Régie ou RIAMD).

Par l'entrée en vigueur de la loi 225 en janvier le territoire de la Régie Intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes, situé auparavant à Mirabel, a été annexé à la ville de Lachute et depuis la municipalité de Mirabel ainsi que la MRC de Mirabel n'ont eu aucun regard sur ce qui se passe à la Régie. C'est alors que fut créé le comité SOS Déchets, le groupe d'enviro-action. Comité à but non lucratif ayant obtenu sa charte le 30 juillet 2001. l'objectif : « Protéger et veiller à la qualité de vie et à la santé physique, morale et économique des citoyennes et citoyens face aux problèmes générés par le LES de la RÉGIE.

Les matières résiduelles du LES de la RIADM sont passées de 102,000 tonnes en 1995, à près de 500, 000 tonnes en 2003 : rien de moins que le 1/10 des déchets de la province.

En accordant l'agrandissement au LES de Ste-Sophie, il s'y retrouvera vingt pour cent (20%) des déchets du Québec. Cette demande d'agrandissement par les promoteurs et voulu par la CMM, ne se soucie pas d'une utilisation rationnelle, ce qui est loin d'un développement durable et d'une gestion équitable pour la population d'accueil et surtout ne rejoint aucunement la politique sur la gestion des matières résiduelles 1998-2008, qui préconise la réduction, le recyclage et la réutilisation.

Les Communautés et les MRC clientes des LES ne définissent point leurs besoins régionaux d'élimination de leurs matières résiduelles et ne prennent pas en considération les 3RV.

Les exemples de la CMM et de la Communauté Urbaine de l'Outaouais qui n'ont manifesté aucun effort soutenu, n'ont pas encore assumé sur leur territoire une gestion globale se contentant d'exporter leurs matières résiduelles ailleurs, négligeant l'idée que le transport et le dépôt d'une telle quantité d'ordures, auront des conséquences irréparables sur l'environnement et sur la qualité de vie des citoyens ainsi que sur leur santé. C'est ce qui se produit déjà avec les trois méga-sites tels que Sainte-Sophie, Lachenaie et Lachute qui reçoivent à eux seuls, 50% des matières résiduelles du Québec.

Sous prétexte que l'enfouissement est moins coûteux que les autres alternatives, on permet aux promoteurs de s'enrichir avec des sites gigantesques, léguant la charge de décontamination aux générations futures qui auront à souffrir de tous les inconvénients, toutes les nuisances, affectant leur qualité de vie, leur santé, leur eau potable etc. etc...

Devons-nous léguer la charge de décontamination à ces générations futures?

À Ste-Sophie, le LES contamine l'eau souterraine qui s'écoule en direction des terres agricoles et des puits municipaux d'eau potable de Ste-Anne-des-Plaines.

Mirabel, les sources jaillissantes si nombreuses se tarissent petit à petit, les puits se détériorent de plus en plus jusqu'à produire de l'eau terreuse, impropre à la consommation.

Le LES de Ste-Sophie est situé sur un aquifère important et celui de la RIADM à Lachute est situé « sur la plus belle nappe phréatique de la province » selon les propres mots du Ministre de l'Environnement, M » Thomas Mulcair. Pourtant ce dernier a quand même décrété l'agrandissement du LES de la RIADM, le 4 septembre dernier et ce :

MALGRÉ les 68 recommandations importantes du Bureau d'audience publique en environnement, rapport #160, et dont le quatrième paragraphe de la conclusion se lit comme suit : « ... seule la réduction de la quantité de matières résiduelles éliminées, soit en deçà de 250,000 tonnes par an, permettrait de réduire les inconvénients... »;

MALGRÉ les irrégularités, les dépassements de normes pour les rejets des eaux de lixiviation;

MALGRÉ les contaminations des eaux de surface;

MALGRÉ les odeurs inacceptables;

MALGRÉ les bruits et les dangers du lourd camionnage;

MALGRÉ l'insuccès de la réhabilitation du site original;

MALGRÉ le traitement inadéquat des conditions d'exploitation actuelles;

MALGRÉ les failles des systèmes de recirculation et de décontamination des eaux de lixiviation;

MALGRÉ le site qui est situé dans un milieu agricole dynamique;

MALGRÉ un éboulement en 2003;

MALGRÉ le transport des argiles sur des terres agricoles et rocheuses bouchant ainsi les zones de recharge de la nappe phréatique;

MALGRÉ et SUTOUT la dégradation constante de la santé des citoyens et de leur qualité de vie; certains voisins du site utilisent le broncho-inhalateur, ou souffrent de problèmes de la glande thyroïde, ou de problèmes pulmonaires; la majorité souffrent d'insomnie et plusieurs ont connu des vomissements, des céphalées, des maux d'estomac et de ventre;

ET MALGRÉ qu'au mois de novembre dernier, un immense incendie s'est déclaré au LES de la RIADM et a consumé une large tranchée de vidanges;

POUR TOUTES CES RAISONS et bien d'autres encore dont nous ne pouvons parler avec certitude, nous recommandons au Ministère de l'Environnement de ne pas octroyer l'agrandissement du LES de Ste-Sophie. Que chaque Communauté et MRC prenne ses propres responsabilités pour la mise en application de son PGMR selon les objectifs de la politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008.

Nous souhaitons que le ministre de l'Environnement, M. Mulcair, ne suive pas le même scénario qu'à Lachute, en mettant la population face à la concrétisation d'un agrandissement dûment décrété et sans retour possible.

Nous considérons que la CMM doit appliquer son propre PGMR immédiatement, sans report de cinq (5) ans, démontrant une volonté ferme pour une administration écologique de ses déchets.

Que la CMM cesse de compter sur l'exportation de ses vidanges dans les méga-sites qui sont à notre avis des bombes non dirigées. C'est une injustice pour les citoyens demeurant à proximité qui en subissent tous les inconvénients et pour la population qui en paiera tous les frais et les conséquences plus tard. C'est un héritage regrettable!

Nous recommandons aussi que la MRC de la Rivière-du-Nord ait un droit de regard sur le LES de Ste-Sophie.

Nous ne comprenons pas que la CPTAQ soit prête à autoriser l'utilisation supplémentaire de 65 hectares à des fins non agricoles en accord avec la CMM; c'est un chambardement systématique de nos valeurs québécoises que de transformer la terre arable en terre polluée. Nous sommes en total désaccord avec cette idée.

En se référant à la loi sur la qualité de l'environnement, (1972, c, 49, art.20) il est écrit : «nul ne doit émettre, déposer dégrader ou rejeter ni permettre l'émission, le dépôt le déchargement ou le rejet dans l'environnement d'un contaminant au-delà de la quantité ou

de la concentration prévue par le règlement du gouvernement ». La même prohibition s'applique à l'émission, au dépôt, au dégagement ou au rejet de tout contaminant dont la présence dans l'environnement est prohibée par règlement du gouvernement ou est susceptible de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain, de causer du dommage ou de porter autrement préjudice à la qualité du sol, à la végétation, à la faune ou aux biens.

Nous voulons préciser une autre fois que la politique sur la gestion des matières résiduelles 1998-2008 stipule que chaque MEC doit gérer ses propres déchets et doit s'assurer de respecter la réduction à la source, le recyclage et la réutilisation des matières résiduelles.

Nous espérons que notre propre expérience vous permettra, Madame la Présidente et Madame la Commissaire, de réaliser l'importance des dangers et des problèmes qu'un méga-site d'enfouissement apportent avec tous les incontrôlables qui se présentent.

MERCI DE VOTRE ATTENTION.

Laurent Locas, président

Thérèse Paiement, secrétaire